



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10 – marches-apj@senat.fr

JARDIN DU LUXEMBOURG

ACCORD-CADRE

ENLÈVEMENT ET TRAITEMENT DES DÉCHETS NON DANGEREUX DU JARDIN DU LUXEMBOURG

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

-

Marché de services

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

FÉVRIER 2026

Table des matières

ARTICLE 1 - Objet du marché - Dispositions générales.....	4
1.1 Objet du marché - Allotissement.....	4
1.2 Type de marché – Modalités d’exécution - Maximum contractuel	4
1.3 Pouvoir adjudicateur – Organisation du Sénat	5
1.4 Durée du marché	5
1.5 Lieu d’exécution des prestations	5
1.6 Clause de réexamen.....	5
1.7 Terminologie	5
ARTICLE 2 - Pièces constitutives du marché.....	6
2.1 Ordre de priorité	6
2.2 Pièces à remettre au titulaire.....	6
ARTICLE 3 - Qualification de l’entrepreneur	6
ARTICLE 4 - Contenu des prestations.....	7
4.1 Dispositions spécifiques au lot n° 1 « Enlèvement et traitement des déchets non dangereux des usagers et des concessionnaires du Jardin du Luxembourg »	7
4.1.1 Nature des déchets.....	7
4.1.2 Mise à disposition des équipements de stockage	9
4.1.3 Caractéristiques attendues des matériels mis à disposition.....	10
4.1.4 Entretien du matériel	11
4.1.5 Lieux de stockage et d’enlèvement des déchets	12
4.1.6 Procédure et horaires d’intervention	12
4.1.7 Délais de remplacement de compacteur.....	13
4.1.8 Rythme des enlèvements.....	13
4.1.9 Accès au Jardin du Luxembourg.....	13
4.1.10 Traitement des déchets évacués	14
4.1.11 Caractérisation des déchets	15
4.2 Dispositions spécifiques au lot n° 2 « Enlèvement et traitement des déchets de chantier non dangereux de la Direction de l’Architecture, du Patrimoine et des Jardins »	17
4.2.1 Nature des déchets.....	17
4.2.2 Mise à disposition des équipements de collecte.....	18
4.2.3 Caractéristiques attendues des matériels mis à disposition par le titulaire	19
4.2.4 Entretien du matériel	19
4.2.5 Lieux de stockage et d’enlèvement des déchets.....	19
4.2.6 Procédure et horaires d’intervention	20
4.2.7 Rythme des enlèvements.....	20

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

4.2.8	Accès au Jardin du Luxembourg.....	21
4.2.9	Traitement des déchets évacués	21
ARTICLE 5 - Obligations du prestataire.....		22
5.1	Délégation de pouvoir.....	22
5.2	Hygiène et sécurité.....	23
ARTICLE 6 - Conditions d'exécution du marché.....		23
6.1	Sécurité des usagers du Jardin du Luxembourg	23
6.2	Consignes de sécurité	23
6.3	Accès et circulation du personnel - Autorisation d'accès	24
ARTICLE 7 - Prix		25
7.1	Forme et contenu des prix	25
7.2	Mois d'établissement des prix	25
7.3	Modalités de variation des prix	25
7.4	Composante représentative de la fiscalité sur les déchets	26
ARTICLE 8 - Modalités de règlement.....		28
8.1	Présentation des factures	28
8.2	Délai de paiement	29
8.3	Comptable assignataire chargé du paiement	29
8.4	Avance	29
ARTICLE 9 - Sous-traitance		30
9.1	Désignation des sous-traitants	30
9.1.1	Généralités.....	30
9.1.2	Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché	30
9.2	Modalités de paiement direct	31
ARTICLE 10 - Obligation de discrétion et de confidentialité professionnelles		31
ARTICLE 11 - Responsabilité - assurances		32
ARTICLE 12 - Utilisation de la langue française.....		32
ARTICLE 13 - Pénalités pour infractions diverses.....		32
13.1	Pénalités.....	32
ARTICLE 14 - Résiliation		34
ARTICLE 15 - Convention sur la preuve		34
ARTICLE 16 - Attribution de compétence		34
ARTICLE 17 - Dérogations au CCAG - FCS		35

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché - Allotissement

Le présent marché a pour objet l'enlèvement et le traitement des déchets non dangereux du Jardin du Luxembourg ou produits par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat dans le cadre des chantiers qu'elle conduit.

Il comprend les deux lots suivants :

- lot n° 1 « Enlèvement et traitement des déchets non dangereux des usagers et des concessionnaires du Jardin du Luxembourg » ;
- lot n° 2 « Enlèvement et traitement des déchets de chantier non dangereux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ».

Chacun des deux lots comprend :

- la mise à disposition de matériels de stockage de déchets (pour le lot n° 1 : compacteurs et conteneurs mobiles ; pour le lot n° 2 : bennes diverses) ;
- l'évacuation et le transport des déchets concernés (y compris les trajets vers les centres de tri intermédiaires) ;
- le traitement de ces déchets (y compris le tri intermédiaire et la valorisation éventuelle).

Les solutions proposées pour chaque type de déchet doivent répondre au mieux aux exigences environnementales, en intégrant de façon impérative la possibilité de valorisation. La mise en place d'opérations de tri intermédiaires à des fins de valorisation d'une partie des déchets évacués est demandée.

Les prestations faisant l'objet du marché excluent la collecte des déchets, qui consiste en leur regroupement et leur acheminement jusqu'aux équipements de stockage mis à disposition dans le cadre du présent marché, et qui est réalisée par un prestataire sélectionné par le Sénat dans le cadre d'un marché public distinct.

1.2 Type de marché – Modalités d'exécution - Maximum contractuel

Chacun des deux lots du présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande, conformément au second alinéa de l'article R. 2162-2 et aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Aucun des deux lots ne comporte de minimum contractuel. En revanche, conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, le montant maximal des prestations rémunérées à prix unitaires, pendant toute la durée de chacun des lots, est fixé à 400 000 € hors TVA pour le lot n° 1 et 210 000 € hors TVA pour le lot n° 2.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Dans l'hypothèse où l'un de ces montants serait sur le point d'être atteint au cours de l'exécution du marché, le lot concerné sera alors résilié à l'initiative du Sénat, de plein droit, sans indemnité du titulaire.

1.3 Pouvoir adjudicateur – Organisation du Sénat

Le pouvoir adjudicateur est l'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure.

Le pilotage du marché est assuré par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

1.4 Durée du marché

Par dérogation à l'article 3.1.2 et à l'article 13.1 du CCAG-FCS, et sous réserve de sa notification et de l'envoi du bon de commande prescrivant le début d'exécution des prestations, chacun des deux lots est conclu pour une durée ferme de quatre ans à compter du 1^{er} juillet 2026.

Dans le cas où le marché s'achèverait sans qu'un nouvel entrepreneur ait été désigné à l'échéance du marché ou que l'entrée en vigueur du nouveau marché ne puisse, pour des raisons techniques, intervenir à la date prévue, l'entrepreneur sera tenu de continuer l'exécution du marché dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple décision du Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, notifiée au titulaire.

1.5 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations s'exécutent dans le Jardin du Luxembourg et aux lieux de traitement des déchets indiqués par l'entrepreneur dans son offre :

- lot 1 : les moyens matériels (compacteurs et conteneurs mobiles) seront installés au dépôt dit « de l'infirmerie », tel qu'indiqué à l'article 4.1.5 ;
- lot 2 : les bennes seront installées au dépôt dit « du feu » ou dans divers endroits du Jardin du Luxembourg, tels qu'indiqués à l'article 4.2.5.

Les prestations se dérouleront en site occupé, dans un jardin ouvert au public et soumis à des règles strictes de sécurité. Les emplacements précités et les itinéraires devant être empruntés par le titulaire de chaque lot figurent à l'annexe VI du présent CCP.

1.6 Clause de réexamen

En cas de modification des dispositions impératives de la loi ou du règlement relatives au traitement des déchets, un avenant pourra être conclu, sur le fondement de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, pour en tirer les conséquences sur les prestations faisant l'objet du marché.

1.7 Terminologie

Dans le présent dossier de consultation des entreprises (DCE), les termes « *prestataire* », « *titulaire* », « *entreprise* » ou « *entrepreneur* » seront, indifféremment, les termes juridiques retenus pour désigner le titulaire du lot concerné.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant en cas de contradiction entre elles :

- 1) l'acte d'engagement et ses annexes pour chaque lot ;
- 2) le bordereau de prix unitaires (BPU) de chaque lot ;
- 3) le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- 4) le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*Journal Officiel* du 1^{er} avril 2021) ;
- 5) l'offre technique du titulaire de chaque lot, notamment ses réponses au Cahier des Réponses Attendues (CRA) ;
- 6) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché pour chaque lot.

2.2 Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la notification du marché comprendra une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE), ainsi que des caractéristiques du site concerné et de toutes les contraintes et sujétions prévisibles au moment de l'établissement de son offre, notamment celles liées à la réalisation de prestations en milieu occupé, dans un Jardin du Luxembourg ouvert au public et soumis à des règles strictes de sécurité.

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi en cas de litige.

ARTICLE 3 - QUALIFICATION DE L'ENTREPRENEUR

Il est rappelé que l'entrepreneur a été déclaré attributaire du marché en tenant compte de ses qualifications, de sa compétence et de ses références professionnelles. Si l'entrepreneur venait à perdre ses qualifications ou références, pour quelque raison que ce soit, le marché pourrait être résilié, sans indemnité, dans les conditions prévues par le présent CCP.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ARTICLE 4 - CONTENU DES PRESTATIONS

4.1 Dispositions spécifiques au lot n° 1 « Enlèvement et traitement des déchets non dangereux des usagers et des concessionnaires du Jardin du Luxembourg »

4.1.1 Nature des déchets

Les déchets faisant l'objet du lot n° 1 sont des déchets produits par les usagers du Jardin et les concessionnaires. Leur composition est proche des déchets issus des ménages et présente une très forte proportion d'emballages, souillés ou non. Ce sont des déchets non dangereux, de type « déchets d'activités économiques » (DAE), anciennement dénommés DIB.

Le tonnage annuel de ces déchets est estimé à 200 tonnes.

La collecte des déchets est organisée sur un modèle bi-flux : d'une part les emballages vides de tous types, hors verre (ces déchets d'emballage sont issus de la « collecte sélective » proposée dans le Jardin du Luxembourg) et d'autre part les déchets résiduels. La collecte se fait sur la base d'un apport volontaire des usagers *via* une vingtaine d'équipements répartis dans le jardin. Ces équipements abritent des conteneurs roulants de 660 litres. Les usagers sont invités à faire le tri lorsqu'ils se délestent de leurs déchets. Les conteneurs pleins sont acheminés et vidés vers deux compacteurs dédiés spécifiquement à l'une ou l'autre catégorie de déchets, en attendant d'être évacués pour être traités.

La filière de collecte et de traitement du verre est hors champs du présent marché, les usagers étant invités à utiliser les points d'apport volontaires répartis autour du Jardin du Luxembourg. Un volume résiduel de verre est néanmoins collecté dans les compacteurs, qu'une opération éventuelle de tri permettrait de valoriser.

Qualité du tri

Des caractérisations ont été réalisées sur les compacteurs entre 2022 et 2025 selon la norme AFNOR X30-437. Ils ont permis de relever les indications suivantes s'agissant de la qualité du tri :

4.1.1.1 Pour les déchets d'emballages issus du tri sélectif

Les consignes de tri appliquées au Jardin du Luxembourg sont analogues à celles qui s'appliquent sur le territoire parisien.

Les déchets collectés sélectivement regroupent les emballages vides de tout type (gobelets en plastique, bouteilles et flacons plastiques avec leur bouchon, sacs et films plastiques, barquettes alimentaires en plastique, polystyrène, aluminium, pots de yaourt, boîtes de conserve, cannettes, papiers, cartons, flyers, *etc.*).

Ils représentent environ 90 tonnes par an, correspondant à environ 20 rotations de compacteur.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Les caractérisations montrent toutefois qu'une partie des déchets présents dans les bacs dédiés aux emballages vides (collecte sélective) relèvent des déchets alimentaires ou des emballages souillés avec restes alimentaires.

	Lundi 17 octobre 2022	Mardi 9 juillet 2024	Mercredi 21 mai 2025
Emballages non souillés en carton, matériaux composites recyclables, papiers et journaux	37%	45%	40%
Emballages non souillés métalliques (acier, alu...)	4%	7%	8%
Emballages non souillés en plastique (bouteilles, pots, barquettes, films et sacs plastiques)	3%	8%	10%
Emballages verre	3%	6%	7%
Sous-total "consigne tri respecté "	47%	67%	65%
Restes alimentaires et autres matériaux ou objets non recyclables	33%	33%	35%
Emballages souillés avec restes alimentaires (papier, plastique, carton)	20%		
Sous-total déchets résiduels (consigne non respectée)	53%	33%	35%
TOTAL	100%	100%	100%

4.1.1.2 Pour les déchets résiduels :

Ceux-ci sont constitués du rebut jeté par le visiteur après qu'il a retiré les déchets valorisables (emballages vides). Les erreurs de tri font qu'ils contiennent une part de déchets valorisables.

Ils représentent environ 110 tonnes par an, correspondant à environ 20 rotations de compacteur.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

	Lundi 17 octobre 2022	Mardi 9 juillet 2024	Mercredi 21 mai 2025
Restes alimentaires et autres matériaux ou objets non recyclables	66%	64%	61%
Emballages souillés avec restes alimentaires (papier, plastique, carton)	30%	30%	30%
Sous-total déchets résiduels "vrais"	96%	94%	91%
Emballages non souillés carton, matériaux composites recyclables, papiers et journaux	2%	3%	6%
Emballages non souillés métalliques (acier, alu...)	0%	0%	1%
Emballage non souillés en plastique (bouteilles, pots, barquettes, films et sacs plastiques)	1%	1%	2%
Emballages verre	0%	1%	1%
Sous-total "erreur consigne de tri"	4%	6%	9%
TOTAL	100%	100%	100 %

4.1.2 Mise à disposition des équipements de stockage

Les prestations faisant l'objet du présent lot prévoient la mise à disposition d'équipements de stockage de déchets.

Rémunérée par un prix unitaire mensuel, cette mise à disposition comprend la livraison, le retrait ainsi que l'entretien et la maintenance préventive et curative des équipements.

Il est prévu la mise à disposition permanente, tout au long de l'année, de :

- deux compacteurs d'au moins 15 m³ chacun ;
- environ deux conteneurs mobiles de 1 000 litres ;
- environ soixante-dix conteneurs mobiles de 660 litres, couleur de couvercle au choix de l'administration ;
- de zéro à quatre conteneurs mobiles de 240 litres, couleur du couvercle au choix de l'administration.

À titre d'information, le nombre de bacs mis à disposition est susceptible d'évoluer, pour s'adapter et optimiser la collecte des déchets dans le Jardin du Luxembourg.

Cette mise à disposition intervient à la date fixée par bon de commande.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

4.1.3 Caractéristiques attendues des matériels mis à disposition

a) Compacteurs

Les compacteurs qui seront mis à disposition dans le cadre du présent marché seront constitués d'un lève-conteneur, d'un caisson de compaction d'une capacité minimale de 15 m³ et d'un bloc de compaction.

La partie lève-conteneur associée au bloc de compaction pourra être amovible ou non amovible. Si cet ensemble est amovible, il incombera au titulaire d'assurer à chaque prestation de transport du caisson la dépose et la repose du bloc amovible.

Les déchets seront déversés dans le caisson depuis les conteneurs, soulevés par le lève-conteneur.

Deux prises de 380 volts avec protection différentielle appropriée seront mises à disposition du titulaire par le Sénat pour alimenter les compacteurs ; les consommations d'électricité sont prises en charge par le Sénat.

Les compacteurs devront tenir compte de la configuration des lieux, celle-ci n'étant pas modifiable.

Un plan du dépôt dit « de l'infirmerie » au format .pdf est annexé au présent CCP (annexe VIII). Un plan .dwg peut être fourni sur demande.

b) Matériel de transport

Les camions de transport qui assureront l'évacuation des compacteurs ne devront pas excéder un poids total autorisé en charge (PTAC) de 26 tonnes. Le plan des charges admissibles dans l'enceinte du Jardin du Luxembourg figure en annexe VII du présent CCP.

Les dimensions de ces camions devront être compatibles avec les chemins d'accès définis à l'article 4.1.9 du présent CCP.

c) Conteneurs

Des conteneurs roulants de capacité de 1 000 litres, de 660 litres (plus ou moins 10 %) et 240 litres devront être mis à la disposition par le titulaire tout au long du marché.

Les conteneurs de 660 litres devront être impérativement de hauteur maximale 117 cm, (hauteur mesurée avec le couvercle basculé en position ouverte) afin d'être positionnés dans les abri-bacs.

Les châssis, roulettes et équipements divers des conteneurs démontreront une bonne résistance aux nombreuses manipulations auxquelles ils seront soumis (transport, vidage, lavage...).

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Les conteneurs seront munis de couvercles colorés (vert pour les déchets résiduels et jaune pour les emballages, marron pour les déchets divers dont le contenu n'est pas déversé dans les compacteurs) permettant d'identifier la filière de collecte à laquelle le conteneur est rattaché.

Tous les bacs 1 000 litres et 660 litres mis à disposition seront compatibles avec le lève-conteneurs associé au compacteur.

Les bacs pourront être demandés munis d'un timon d'attelage rabattable.

4.1.4 Entretien du matériel

Le titulaire assure l'entretien et la maintenance préventive et curative des matériels mis à disposition.

La maintenance préventive des compacteurs sera effectuée au minimum une fois par mois. Elle comprend la vérification visuelle, le nettoyage, l'entretien des filtres, les graissages, le contrôle du fonctionnement, le contrôle des organes de sécurité et la vérification des paramètres techniques.

Toute intervention de maintenance donne lieu à un compte rendu qui sera transmis sans délai à l'administration.

Le titulaire fait effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, les visites de contrôle trimestrielles réglementaires sur les compacteurs par un organisme de contrôle agréé. Il garantit que le matériel est en parfait état de fonctionnement et qu'il est conforme aux réglementations en vigueur. Les rapports de visite sont transmis sans délai à l'administration.

Le nettoyage des compacteurs est à la charge du prestataire. En revanche, le nettoyage de leurs abords et celui des conteneurs mobiles incombent à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

En cas de panne ou de défaillance des compacteurs ou de ses équipements annexes, le titulaire doit intervenir dans un délai maximal **d'un jour ouvrable** à compter de l'appel téléphonique de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, confirmé par courriel. Au sens du présent CCP, tous les jours de l'année sont considérés comme ouvrables à l'exception des dimanches et jours fériés légaux.

La maintenance curative (pièces et main-d'œuvre) est entièrement à la charge du titulaire.

S'agissant de la maintenance curative, si l'intervention du titulaire n'a pas permis la remise en service du compacteur, il fournit un matériel de remplacement **dans un délai de deux jours ouvrables** à compter de la date à laquelle la panne initiale a été constatée. Si ce matériel est d'un modèle différent du compacteur en place, l'accord préalable du Sénat est requis pour ce remplacement.

En cas de conteneur roulant défectueux, le titulaire doit fournir un matériel de remplacement dans un délai **de cinq jours ouvrables** à compter de l'appel téléphonique de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, confirmé par courriel.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS, les délais d'exécution prévus au présent article commencent à courir à compter de l'envoi d'un courriel par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

S'y substituent, le cas échéant, les délais plus brefs prévus par le titulaire dans son offre.

4.1.5 Lieux de stockage et d'enlèvement des déchets

Le Sénat s'engage à mettre à la disposition du titulaire des emplacements destinés à l'installation des matériels destinés à recevoir les déchets du présent lot.

Les compacteurs seront installés dans l'enceinte du Jardin du Luxembourg, au dépôt dit « de l'infirmerie ».

Les conteneurs roulants d'avance seront également déposés dans ce dépôt, ou sur l'aire de stockage dite « du carré des serres » spécialement aménagée.

4.1.6 Procédure et horaires d'intervention

Le titulaire respectera les créneaux d'intervention suivants :

- les enlèvements et remplacements des compacteurs devront pouvoir être effectués tous les jours, hormis les dimanches et jours fériés ;
- ils auront lieu impérativement le matin, entre l'horaire d'ouverture du Jardin du Luxembourg au public, variable selon les saisons (annexe II au présent CCP) et 11 heures, au plus tard.

Ces modalités d'intervention ne peuvent faire l'objet d'aucune exception.

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins fixe les dates d'intervention et formule sa demande par courriel dans les délais suivants :

- pour les interventions ayant lieu du mardi au samedi, la demande est formulée au plus tard le jour précédent, avant 9 heures ;
- pour les interventions ayant lieu le lundi, la demande est formulée au plus tard le vendredi avant 18 heures.

L'entreprise atteste sa prise de connaissance de la demande par un accusé de réception par courriel, confirmant la date de prise en charge du compacteur.

Toute intervention qui n'aura pas été effectuée sur le fondement d'une demande écrite préalable de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ne sera pas prise en compte.

Tout enlèvement fera l'objet d'un avis de passage signé par un représentant de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, dont une copie sera jointe à la facture.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

4.1.7 Délais de remplacement de compacteur

La production de déchets dans le Jardin du Luxembourg étant continue, il est indispensable d'avoir la garantie d'un remplacement au plus tôt du ou des compacteur(s) enlevé(s).

Deux modalités d'échange sont acceptées :

- l'amenée d'un compacteur vide au Jardin du Luxembourg, l'enlèvement d'un compacteur plein, son acheminement vers le lieu de traitement des déchets, et son retour à vide vers son lieu de stockage (échange standard immédiat) ;

ou

- l'enlèvement d'un compacteur plein, son acheminement vers le lieu de traitement des déchets, et son retour à vide au Jardin du Luxembourg.

Dans le cas où le titulaire n'effectuerait pas un échange standard immédiat (compacteur plein contre compacteur vide), un délai maximal de **4 heures** est fixé entre l'enlèvement d'un compacteur plein et le retour d'un compacteur vide. Un échange standard immédiat sera néanmoins préféré. Le titulaire pourra s'engager dans les réponses apportées au Cahier des Réponses Attendues (CRA) sur un délai de remplacement inférieur à ce délai maximal, qui deviendra alors contractuel.

4.1.8 Rythme des enlèvements

Les opérations de vidage, d'enlèvement ou d'échange des compacteurs sont déclenchées selon la survenance du besoin, suivant les modalités définies par le présent CCP. En effet, le nombre de rotations mensuelles est variable et dépend, notamment, de la fréquentation du Jardin du Luxembourg.

Le rythme d'échange de chacun des deux compacteurs est estimé à une fois par mois en basse saison et peut monter à trois voire quatre fois par mois lors de périodes de forte fréquentation du Jardin du Luxembourg. Ces renseignements s'appuient sur l'activité des dernières années. Ils sont donnés à titre indicatif et ne préjugent en rien de l'évolution des enlèvements à venir.

4.1.9 Accès au Jardin du Luxembourg

Le règlement du Jardin du Luxembourg figure en annexe I du présent CCP.

L'accès aux lieux de stockage des déchets dans les compacteurs se fait par la porte Gay Lussac du Jardin du Luxembourg, située à l'intersection du boulevard Saint-Michel et de la rue de Médicis.

Le trajet d'accès est précisé sur le plan en annexe VI du présent CCP, et doit impérativement être respecté par le prestataire.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

L'accès éventuel à d'autres lieux sera précisé en temps utile par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Le non-respect des accès et itinéraires définis donnera lieu à l'application de pénalités prévues par le présent CCP en cas de manquement aux règles de sécurité des personnes et des biens.

À l'occasion d'intempéries (neige, dégel...) ou pour des raisons de sécurité, il peut arriver que l'accès au Jardin du Luxembourg soit réduit ou interdit. Dans ce cas et dans la mesure du possible, la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins avisera le prestataire de ces contraintes et, le cas échéant, du report de l'intervention le plus tôt possible, au plus tard la veille de l'intervention demandée, avant 17 heures.

Par dérogation à l'article 5.3. du CCAG-FCS, ce report ne donnera lieu à aucune indemnité et le titulaire sera tenu de reprogrammer son intervention.

4.1.10 Traitement des déchets évacués

a) Rappel de la réglementation

Le code de l'environnement établit une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, après la prévention et la réduction de leur production, dans l'ordre :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- et en dernier recours l'élimination.

Le code précise aussi que le transport des déchets doit être organisé et limité en volume et distance, selon un principe de proximité.

Le Sénat attache une grande importance au respect de ces principes. Ainsi, la valorisation maximale des déchets (un tri intermédiaire est fortement recherché), ainsi que le traitement des déchets au plus proche géographiquement du lieu de collecte font partie des priorités de ce marché.

b) Traitement des déchets

Les déchets seront évacués vers les sites définis par le titulaire dans son offre.

Si, en cours de marché, le titulaire souhaite évacuer les déchets vers un site ne figurant pas dans son offre initiale, il en informe préalablement et par écrit le Sénat, et fournit toutes les informations demandées relatives à cette installation – cette modification demeurant sans incidence sur la rémunération du titulaire, notamment la composante représentative de la fiscalité sur les déchets (CRFD) prévue à l'article 7.4.

Pour chacun des exutoires, le titulaire fournit les autorisations administratives et certificats autorisant les repreneurs à exercer leur activité.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Le titulaire s'assure que le taux de compaction du compacteur mis à disposition est compatible avec le tri ultime proposé dans le centre de tri, pour toutes les filières de valorisation proposées. Il apporte ainsi les garanties de qualité des flux sortants pour toute la durée du marché.

Si le titulaire l'a prévu dans son offre, il est procédé au tri des déchets résiduels pour valorisation de toute ou partie d'entre eux. Les déchets ultimes sont éliminés dans les conditions prévues par le titulaire dans son offre.

✓ **Gestion des éventuels refus**

Si ponctuellement, le contenu du compacteur dédié aux déchets issus du tri sélectif (déchets d'emballage) s'avérerait non valorisable à plus de 2/3 de son tonnage, il pourrait être réorienté pour être traité aux mêmes conditions tarifaires que les déchets résiduels.

Dans un tel cas, le titulaire doit être en mesure de justifier tout déclassement dans les conditions suivantes :

- en informer dans les 2 heures son correspondant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins par courriel ;
- détailler la non-conformité, par une description littérale et précise des raisons du refus ;
- joindre un reportage photographique permettant de constater visuellement les raisons de cette non-conformité.
- obtenir la validation écrite de l'administration (par simple courriel).

À défaut, ce déclassement ne sera pas pris en compte pour le paiement des prestations.

4.1.11 Caractérisation des déchets

Le titulaire devra réaliser, chaque année, une caractérisation de chacun des deux flux de déchets collectés, sur la base d'un compacteur complet.

L'opération se déroulera sur le lieu de traitement des déchets ou tout autre lieu mis à disposition du titulaire, sous réserve de l'accord de l'administration.

Un représentant de l'administration sera présent lors de l'opération.

Les opérations de caractérisations permettront d'identifier toutes les catégories et sous-catégories de déchets définies dans la trame fournie en annexe. Aucun regroupement n'est possible. Le tableau des résultats sera accompagné d'un reportage photographique permettant de visualiser les déchets en vrac avant tri, puis, après tri, regroupés par sous-catégories.

La date à laquelle la caractérisation devra être réalisée sera précisée dans le bon de commande transmis à l'entreprise. La transmission des résultats interviendra dans les 30 jours ouvrables suivant la date de réalisation demandée, sous la forme du fichier Excel complété (un tableau spécifique pour chacun des deux compacteurs) et d'un document .pdf regroupant les photos légendées.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

4.2 Dispositions spécifiques au lot n° 2 « Enlèvement et traitement des déchets de chantier non dangereux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins »

4.2.1 Nature des déchets

Les déchets issus de l'activité de la Direction de l'Architecture du Patrimoine et des Jardins (chantiers du Jardin du Luxembourg et des bâtiments) sont des déchets non dangereux (DND), inertes et non inertes, générés dans le cadre de travaux et réaménagements divers.

Le tonnage annuel de ces déchets, toutes filières confondues, est estimé **entre 160 et 200 tonnes**.

Deux bennes permanentes, de contenance 8 à 10 m³, accueilleront chacune une des deux catégories de déchet suivants :

– **Les déchets de type « déchets verts »**

Cette benne reçoit les déchets issus de l'activité des jardiniers : désherbage, découpe de gazon, taille d'arbuste, ratissage des feuilles et nettoyage des avaloirs. Ces déchets verts peuvent présenter une petite fraction minérale en mélange (terre végétale, gravier).

La quantité collectée est fonction de l'activité et est donc variable. Elle peut être estimée annuellement entre 80 à 100 tonnes, représentant environ 20 rotations.

– **Les déchets industriels valorisables issus de travaux de bâtiment**

Cette benne reçoit les déchets issus des petits chantiers de bâtiment réalisé en régie : bois de démolition, divers métaux dont acier, fonte, porcelaine, câbles électriques, grands emballages cartons et plastiques, polystyrène, tuyaux PVC, pots de peinture vides, chutes de bois, sacs de copeaux, sciure,

La quantité collectée est fonction de l'activité et est donc variable. Elle peut être estimée annuellement à 30 à 50 tonnes, soit environ 20 rotations.

De manière exceptionnelle, l'une des deux bennes pourra accueillir des déchets d'activité économique, de type déchets ménagers en mélange issus des usagers et des concessions du jardins (voir caractérisations 4.1.1.)

Ponctuellement et de manière indépendante, des bennes pourront être mises à disposition à la demande, pour une durée définie allant de quelques jours à un mois. Elles accueilleront spécifiquement l'une des quatre catégories de déchets suivantes générées dans le cadre de l'activité des personnels du Jardin du Luxembourg :

- déchets verts ;
- gravats et terre végétale séparés ou en mélange issus de chantiers de démolition ou de terrassement ;

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

- billes ou souches de bois ;
- déchets d'activité économique de type déchets ménagers en mélange, issus des usagers et des concessions du jardin (voir caractérisations 4.1.1.).

Le poids annuel collecté pour ces bennes ponctuelles est très variable, mais représente environ 30 à 50 tonnes, tous types de déchets confondus.

Estimation des tonnages annuels

Déchets verts (benne permanente)	80 à 100 tonnes
Déchets industriels valorisables issus des travaux de bâtiment (benne permanente)	30 à 50 tonnes
Gravats et/ou terre végétale mélangés ou non (benne ponctuelle)	20 à 30 tonnes
Billes et souches de bois (benne ponctuelle)	10 à 20 tonnes
Déchets d'activité économique en mélange (benne ponctuelle)	5 tonnes

4.2.2 Mise à disposition des équipements de collecte

a) La mise à disposition permanente de bennes à chaîne

Il est prévu la mise à disposition permanente, tout au long de l'année, de deux bennes à chaîne de 8 à 10 m³.

Cette mise à disposition intervient à la date fixée par le bon de commande.

Rémunérée par un prix unitaire mensuel, cette mise à disposition comprend les opérations d'entretien et de maintenance préventifs et curatifs des équipements. Elle comprend la livraison initiale.

Le prix de rotation rémunère la livraison d'une benne vide, en remplacement d'une benne pleine, l'acheminement de cette dernière vers le lieu de traitement des déchets, et son retour à vide dans son lieu de stockage.

b) La mise à disposition ponctuelle de bennes

Cette prestation consiste en la mise à disposition ponctuelle, pour une durée soit de 24 à 72 heures, soit hebdomadaire, soit mensuelle, de bennes d'une capacité de 15 m³ ou de 30 m³ pour l'évacuation de déchets verts, gravats et terre végétale séparés ou en mélange issus de chantiers de démolition ou de terrassement, de billes et souches de bois, de déchets d'activité économique type déchets ménagers en mélange. La prestation inclut l'amenée de la benne.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Le prix de rotation rémunère l'enlèvement d'une benne pleine, son acheminement vers le lieu de traitement des déchets, et son retour à vide dans son lieu de stockage à l'issue de la période de mise à disposition.

4.2.3 Caractéristiques attendues des matériels mis à disposition par le titulaire

a) Bennes

✓ Bennes à chaîne

Deux bennes à chaînes d'une capacité de 8 à 10 m³ seront mises à disposition en permanence. Les dimensions de ces bennes devront être compatibles avec celles de la fosse destinée à les recevoir. Les dimensions de la fosse sont les suivantes : 4,50 m x 4,50 m x 0,85 m.

Ces bennes seront d'une capacité minimale de 8 m³, et de préférence de 10 m³.

✓ Bennes ouvertes

Des bennes ouvertes d'une capacité de 15 et 30 m³ pourront également être mises à disposition de manière ponctuelle pour une durée soit de 1 à 3 jours, soit d'une semaine, soit d'un mois, en application des procédures et horaires d'intervention figurant à l'article 4.2.6 du présent CCP.

b) Matériel de transport

Les camions de transport qui assureront l'évacuation des bennes à chaînes ne devront pas excéder un PTAC de 26 tonnes.

Les dimensions de ces camions devront être compatibles avec les chemins d'accès définis par le présent CCP et figurant sur le plan en annexe VI, et permettre les manœuvres pour la dépose des bennes à chaîne dans les fosses.

4.2.4 Entretien du matériel

Le titulaire assure la maintenance des matériels mis à disposition.

Il garantit que le matériel est en parfait état de fonctionnement et qu'il est conforme aux réglementations en vigueur.

Le nettoyage des bennes est à la charge du prestataire. En revanche, le nettoyage de leurs abords incombe à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

4.2.5 Lieux de stockage et d'enlèvement des déchets

Le Sénat s'engage à mettre à la disposition du titulaire des emplacements destinés à l'installation des matériels destinés à recevoir les déchets du présent marché.

Les bennes à chaîne seront déposées dans l'enceinte du Jardin du Luxembourg, au dépôt dit « du feu » (Cf. plan figurant en annexe VI au présent CCP).

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Pour les bennes ouvertes, des emplacements situés dans le Jardin du Luxembourg seront mis à disposition ponctuellement.

4.2.6 Procédure et horaires d'intervention

Les enlèvements et remplacements des bennes devront pouvoir être effectués tous les jours, hormis les dimanches et jours fériés.

Pour les bennes permanentes, tout enlèvement fera l'objet d'un remplacement en échange standard immédiat.

Les enlèvements et remplacements des bennes auront lieu impérativement le matin, entre l'horaire d'ouverture du Jardin du Luxembourg au public, variable selon les saisons (et présenté en annexe II), et 11 h 30, aux dates fixées par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

Ces modalités d'intervention ne peuvent faire l'objet d'aucune exception.

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins formule sa demande d'intervention par courriel, dans les délais suivants :

- pour les interventions ayant lieu du mardi au samedi, la demande est formulée au plus tard le jour précédent, avant 9 heures ;
- pour les interventions ayant lieu le lundi, la demande est formulée au plus tard le vendredi avant 18 heures.

L'entreprise atteste sa prise de connaissance de la demande par un accusé de réception par courriel, confirmant la date de prise en charge de la benne.

Toute intervention qui n'aura pas été effectuée sur le fondement d'une demande écrite préalable de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ne sera pas prise en compte.

Tout enlèvement fera l'objet d'un avis de passage signé par un représentant de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, dont une copie sera jointe à la facture.

4.2.7 Rythme des enlèvements

Les opérations d'enlèvement ou d'échange de bennes sont déclenchées selon la survenance du besoin, suivant les modalités définies par le présent CCP.

Les renseignements ci-dessous s'appuient sur l'activité des dernières années. Ils sont donnés à titre indicatif et ne préjugent en rien de l'évolution des enlèvements à venir :

- la mise à disposition de façon permanente de bennes à chaînes permet de stocker les déchets de l'activité de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (chantiers bâtiments et du Jardin du Luxembourg) dont les flux varient en fonction des chantiers. À titre indicatif, le nombre de rotations des bennes à chaîne pourra varier d'une à quatre par mois, pour chaque benne ;

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

- la mise à disposition ponctuelle pour des durées de 24 à 72 heures, d’une semaine ou d’un mois de bennes pour déchets verts, gravats, terre et bois est très irrégulière. Elle dépasse rarement les dix bennes par an au total, concentrées en général sur deux ou trois mois dans l’année.

4.2.8 Accès au Jardin du Luxembourg

Le règlement du Jardin du Luxembourg figure en annexe I du présent CCP.

L’accès aux lieux de stockage des déchets des bennes à chaîne et ouvertes est la porte Fleurus, située 7 rue Guynemer.

Le trajet d’accès à ces lieux est précisé sur le plan du Jardin du Luxembourg en annexe VI du présent CCP, et doit impérativement être respecté par le titulaire sous peine de l’application des pénalités prévues en cas de manquement à la sécurité des personnes et des biens. L’accès éventuel à d’autres lieux sera précisé au coup par coup par la Direction de l’Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

À l’occasion d’intempéries (neige, dégel...) ou pour des raisons de sécurité, il peut arriver que l’accès au Jardin du Luxembourg soit réduit ou interdit. Dans ce cas et dans la mesure du possible, la Direction de l’Architecture, du Patrimoine et des Jardins avisera le prestataire de ces contraintes et, le cas échéant, du report de l’intervention, le plus tôt possible, a minima la veille de l’intervention demandée, avant 17h. Par dérogation à l’article 5.3. du CCAG-FCS, ce report ne donnera lieu à aucune indemnité et le titulaire sera tenu de reprogrammer son intervention.

4.2.9 Traitement des déchets évacués

a) Rappel de la réglementation

Le code de l’environnement établit une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, après la prévention et la réduction de leur production, dans l’ordre :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- et en dernier recours l’élimination.

Le code précise aussi que le transport des déchets doit être organisé et limité en volume et distance, selon un principe de proximité.

Le Sénat attache une grande importance au respect des dispositions du code de l’environnement. Ainsi, la valorisation maximale des déchets (un tri intermédiaire est fortement recherché), ainsi que le traitement des déchets au plus proche géographiquement du lieu de collecte font partie des priorités fortes de ce marché.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

b) Traitement des déchets

Les déchets seront évacués vers les sites définis par le titulaire dans son offre.

Si, en cours de marché, le titulaire souhaite évacuer les déchets vers un site ne figurant pas dans son offre initiale, il doit en informer préalablement et par écrit le Sénat, et fournir toutes les informations demandées relatives à cette installation – le prix du transport et du traitement des déchets, tel que prévu au BPU, demeurant inchangé.

Pour chacun des exutoires, le titulaire fournit les autorisations administratives et certificats autorisant les repreneurs à exercer leur activité.

Les déchets ultimes sont éliminés dans les conditions prévues par le titulaire dans son offre.

✓ **Gestion des éventuels refus**

Si le contenu de la benne s'avérait non conforme à leur destination et rendait impossible la valorisation prévue dans l'offre, les déchets seraient réorientés pour être traités comme les déchets d'activité économique en mélange.

Dans un tel cas, le titulaire doit être en mesure de justifier tout déclassement dans les conditions suivantes :

- en informer dans les 2 heures son correspondant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins par courriel ;
- détailler la non-conformité, par une description littérale et préciser des raisons du refus ;
- joindre un reportage photographique permettant de constater visuellement les raisons de cette non-conformité.
- obtenir la validation écrite de l'administration (mail).

À défaut, ce déclassement ne sera pas pris en compte pour le paiement des prestations.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

5.1 Délégation de pouvoir

Le titulaire désignera, conformément à l'article 3.4 du CCAG-FCS, la personne physique qui le représentera vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Celle-ci, ou son représentant agréé, devra pouvoir, en vertu de la délégation du titulaire, donner sur le champ les instructions nécessaires à la bonne exécution des prestations.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

5.2 Hygiène et sécurité

En application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le titulaire - ou son représentant - est tenu, pour ce qui le concerne, de prendre toutes dispositions afin d'assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs ainsi que la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur, et tous règlements de police.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1 Sécurité des usagers du Jardin du Luxembourg

L'attention du prestataire est attirée sur le fait que les prestations se dérouleront dans un jardin ouvert au public dont la fréquentation ne devra pas être perturbée.

La fréquentation du Jardin du Luxembourg peut être très importante certains jours de beau temps et s'élever à plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Les contraintes qui en résultent sont liées à la nécessité de respecter en permanence le calme du Jardin du Luxembourg et la sécurité de ses usagers.

L'attention du prestataire est attirée sur les points suivants :

- le fonctionnement des installations existantes ne devra en aucun cas être perturbé par les prestations à réaliser ;
- toutes les prestations seront exécutées de manière à minimiser la gêne pour le public du Jardin du Luxembourg (bruits, odeurs, largeur et vitesse réduites des engins de collecte) ;
- toutes précautions seront prises pour éviter la dégradation accidentelle des secteurs concernés ou non concernés par les prestations.

6.2 Consignes de sécurité

À l'attribution du marché, un plan de prévention sera établi pour chaque lot, en concertation avec le prestataire en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) retenu par le Sénat.

Le titulaire du lot n° 1 devra afficher les consignes de sécurité concernant l'utilisation des compacteurs mis à disposition.

Une convention de mise à disposition des compacteurs sera établie entre le prestataire du Sénat assurant la collecte des déchets, le titulaire du lot n° 1 et le Sénat afin d'encadrer l'utilisation de ces compacteurs.

La pose et la dépose des bennes dans le Jardin du Luxembourg devront s'accompagner de mesures de sécurité particulières, conformément aux règles fixées par le plan de prévention. À chaque intervention dans les zones ouvertes au public, les zones de pose et dépose devront être

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

balisées et neutralisées par de la rubalise par le titulaire, sous la supervision des personnels de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

La vitesse de circulation du véhicule dans le Jardin du Luxembourg devra être inférieure à 10 km/h.

6.3 Accès et circulation du personnel - Autorisation d'accès

Les personnels d'exécution de l'entreprise, ainsi que les sous-traitants, devront formuler une demande d'autorisation d'accès au Jardin du Luxembourg auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, selon les formes et procédures retenues par le Sénat. Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera pas droit au versement d'une indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3. du CCAG-FCS.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel et devra être porté en permanence de façon visible.

S'agissant des personnels d'entreprises sous-traitantes, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de ces titres d'accès.

À l'expiration de leur période de validité, les titres d'accès doivent impérativement être restitués au Sénat, par lettre recommandée avec avis de réception ou en main propre contre décharge à un représentant de l'administration. Il en va de même des titres d'accès délivrés à des personnes qui cessent de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

Il est rappelé que le titulaire ne pourra se prévaloir de retard d'exécution du fait des délais de délivrance des badges d'accès. Il lui appartient d'anticiper ses demandes d'accès en vue du respect du planning d'exécution.

Pour des raisons de sécurité, les demandes d'accès de véhicules, pour les besoins propres de l'entreprise ou aux fins de livraison, doivent être transmises à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins **au moins trois jours ouvrés à l'avance**. Ces demandes doivent préciser le nom, le prénom, les date et lieu de naissance et la qualité des passagers, le motif de la demande (objet de la livraison), la durée de la livraison, la date et l'heure d'arrivée du véhicule, ainsi que son numéro d'immatriculation. Les date, horaire et durée d'accès devront être validés par le Sénat.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, l'autorisation d'accès accordée à un véhicule et à son conducteur.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ARTICLE 7 - PRIX

7.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont libellés en euros. Ils sont réputés comprendre tous les frais et charges mentionnés à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

Les prestations sont rémunérées par application des prix du bordereau de prix unitaires de chaque lot de la manière suivante :

- la mise à disposition des matériels destinés à recevoir les déchets (compacteurs, bennes et conteneurs mobiles) sera rémunérée sur la base du nombre de matériels mis à disposition auquel sera appliqué le prix unitaire indiqué dans le BPU ;
- le transport sera réglé sur la base du nombre de vidages auquel sera appliqué le prix unitaire indiqués dans le BPU ;
- le traitement des déchets sera réglé sur la base des quantités indiquées sur les bons de pesée, en application des prix unitaires indiqués dans le BPU. Ce prix comprend le montant de la composante représentative de la fiscalité sur les déchets (CRFD) calculé sur selon les modalités définies au 7.4 ci-après.

7.2 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remises des offres, telle qu'indiquée au règlement de la consultation. Ce mois est appelé mois zéro.

7.3 Modalités de variation des prix

Les prix des deux lots, hors composante représentative de la fiscalité sur les déchets (CRFD) prévue à l'article 7.4, sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché, par application aux prix initiaux d'un coefficient C de variation donné par la formule suivante :

$$C = 0,35 \times \text{TRTP}_n / \text{TRTP}_0 + 0,45 \times \text{ICHT-E}_n / \text{ICHT-E}_0 + 0,20 \times \text{CPF38.21}_n / \text{CPF38.21}_0$$

dans laquelle :

- TRTP_0 et TRP_n sont, respectivement, la valeur prise par l'index TPTP Poste Transports routiers des index Travaux Publics (identifiant INSEE 001711943) au mois zéro et la dernière valeur connue du même index au premier jour du mois précédant la révision, y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire ;
- ICHT-E_0 et ICHT-E_n sont, respectivement, la valeur prise par l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (identifiant INSEE 001565187) au mois zéro et la dernière valeur connue du même indice au premier jour du mois précédant la révision, y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire ;

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

- CPF38.21₀ et CPF98.21_n sont, respectivement, la valeur prise par l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.21 – Traitement et de l'élimination des déchets non dangereux (identifiant INSEE 010764002) au mois zéro et la dernière valeur connue du même indice au premier jour du mois précédant la révision, y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire.

Le coefficient de révision applicable est celui résultant de la dernière révision périodique précédant la notification du bon de commande.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition de bordereau de prix unitaires révisés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au plus tard trois semaines avant au cours du mois précédant la date de révision.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

7.4 Composante représentative de la fiscalité sur les déchets

La composante représentative de la fiscalité sur les déchets (CRFD) est une composante des prix unitaires des prestations de traitement des déchets prévues par chacun des deux lots de l'accord-cadre (lignes 4.1 et 4.2 du BPU du lot n° 1 et lignes 3.1 à 3.7 du BPU du lot n° 2) à laquelle les modalités de variation des prix définies à l'article 7.3 du présent CCP ne s'appliquent pas.

La CRFD vise à prendre en compte, dans la rémunération du titulaire de chaque lot, l'évolution des charges qu'il subit du fait de la modification des tarifs de la taxe sur les déchets mis en décharge et de la taxe sur les déchets incinérés (anciennement TGAP-déchets), prévues au chapitre III du titre III du livre IV du code des impositions sur les biens et services, dans sa rédaction issue de la loi de finances pour 2026. **Ses modalités de calcul visent aussi à assurer le respect des engagements pris par le titulaire en ce qui concerne la valorisation des déchets et les modes d'élimination des déchets ultimes, voire à l'inciter à aller au-delà des engagements pris.** L'alourdissement des charges supportées par le titulaire ne sera donc pris en compte dans le calcul de la CRFD que s'il résulte des circonstances extérieures décrites ci-après, et non d'une évolution de ses propres pratiques de traitement des déchets. De même, la réduction des charges supportées par le titulaire ne donnera lieu à une diminution de la CRFD que si elle résulte d'une baisse de la fiscalité sur les déchets, dans les conditions décrites ci-après, et non d'une amélioration de ses propres pratiques ou d'un assouplissement de la réglementation relative à la valorisation ou à l'incinération des déchets.

- En ce qui concerne le lot n° 1

Chacune des deux catégories de déchets identifiée au BPU du lot n° 1 (déchets du compacteur dédié au tri sélectif, déchets du compacteur dédié aux déchets résiduels) est répartie en sous-catégories mentionnées aux articles 4.1.1.1 et 4.1.1.2 du présent CCP, l'évolution d'une année à l'autre de la répartition observée entre les déchets de ces diverses sous-catégories étant précisée aux mêmes articles.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Dans le cadre de la consultation, les soumissionnaires sont invités à indiquer quelle part des déchets de chaque sous-catégorie sera soumise à la taxe sur les déchets mis en décharge ou à la taxe sur les déchets incinérés ainsi que les tarifs applicables en 2026, compte tenu des modalités de traitement envisagées. Il en résulte, pour chacune des deux catégories de déchets, un montant moyen de taxation par tonne de déchets.

Le montant initial de la CRFD par tonne de déchets traités est égal, pour chaque catégorie, à ce montant moyen de taxation.

Ce montant restera constant tout au long de l'exécution du marché, sauf si l'une des conditions suivantes est remplie :

- les tarifs légaux de la taxe sur les déchets mis en décharge ou de la taxe sur les déchets incinérés évoluent à la hausse ou à la baisse ;
- le taux de déchets valorisés ou exemptés, au sein d'une même catégorie de déchets, est inférieur de plus de 10 points de pourcentage à celui indiqué par le titulaire dans son offre, cette évolution résultant, soit d'une modification de la répartition entre les différentes sous-catégories de déchets par rapport à la répartition constatée à la date du 21 mai 2025 et mentionné aux articles 4.1.1.1 et 4.1.1.2 du présent CCP, soit d'une modification de la réglementation relative au traitement des déchets ayant pour conséquence de diminuer leur part valorisable ou, parmi les déchets destinés à l'élimination, la part des déchets susceptibles d'incinération. Toute modification alléguée par le titulaire de la répartition entre les différentes sous-catégories de déchets devra être constatée contradictoirement ou par commissaire de justice, aux frais du titulaire, sur la base d'une caractérisation portant sur un compacteur complet ou une benne complète.

Dans l'un ou l'autre cas, le nouveau montant de la CRFD sera calculé selon les mêmes modalités que son montant initial (la formule de calcul restant identique, à l'exception des variables représentatives soit du tarif de la taxe sur les déchets mis en décharge ou de la taxe sur les déchets incinérés, dans le premier cas, soit de la proportion de déchets de chaque sous-catégorie ou du taux de déchets soumis à l'une ou l'autre taxe au sein de chaque sous-catégorie, dans le second cas).

Le nouveau montant de la CRFD sera applicable à compter de la commande suivante.

- En ce qui concerne le lot n° 2

Les catégories de déchets identifiées au BPU sont celles mentionnées à l'article 4.2.1 du présent CCP.

Dans le cadre de la consultation, les soumissionnaires sont invités à indiquer quelle part des déchets de chaque catégorie sera soumise à la taxe sur les déchets mis en décharge et à la taxe sur les déchets incinérés ainsi que les tarifs applicables en 2026, compte tenu des modalités de traitement envisagées. Il en résulte, pour chacune des deux catégories de déchets, un montant moyen de taxation par tonne de déchets.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Le montant initial de la CRFD par tonne de déchets traités est égal, pour chaque catégorie, à ce montant moyen de taxation.

Ce montant restera constant tout au long de l'exécution du marché, sauf si l'une des conditions suivantes est remplie :

- les tarifs légaux de la taxe sur les déchets mis en décharge ou de la taxe sur les déchets incinérés évoluent à la hausse ou à la baisse ;
- le taux de déchets valorisés ou exemptés, au sein d'une même catégorie de déchets, est inférieur de plus de 10 points de pourcentage à celui indiqué par le titulaire dans son offre, cette évolution résultant d'une modification de la réglementation relative au traitement des déchets ayant pour conséquence de diminuer leur part valorisable ou, parmi les déchets destinés à l'élimination, la part des déchets susceptibles d'incinération.

Dans l'un ou l'autre cas, le nouveau montant de la CRFD sera calculé selon les mêmes principes que son montant initial (la formule de calcul restant identique, à l'exception des variables représentatives soit du tarif de la taxe sur les déchets mis en décharge ou de la taxe sur les déchets incinérés, dans le premier cas, soit du taux de déchets soumis à l'une ou l'autre taxe au sein de chaque catégorie, dans le second cas).

Le nouveau montant de la CRFD sera applicable à compter de la commande suivante.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

8.1 Présentation des factures

Le règlement des comptes s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-FCS, sous réserve des précisions ci-dessous.

La rémunération des prestations exécutées dans le cadre du présent marché fera l'objet de factures mensuelles.

L'entrepreneur devra saisir ses factures sur la plateforme facturation qui lui sera indiquée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

Toute facture devra être accompagnée :

- ✓ **des bons de passage ou des bons de livraison** attestant des interventions du mois correspondant. Ceux-ci devront porter la date et l'heure de l'intervention, le nom du chauffeur, sa signature et celle d'un représentant de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ;
- ✓ **des bordereaux de prise en charge des déchets** remis par la décharge spécialisée, qui attesteront de la (ou des) filière(s) de traitement suivie(s) par ces déchets, ainsi que du tonnage traité (bons de pesée).

Chaque facture devra, en outre, comporter les indications suivantes :

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

- nom / raison sociale du client (le Sénat) ;
- nom / raison sociale du titulaire ;
- adresse, siège social, forme sociale et n° de SIRET du titulaire ;
- date et numéro de la facture ;
- détail des prestations effectuées dans le mois :
 - dates des rotations effectuées pour chaque benne ;
 - quantité de déchets transférés par le prestataire en tonnes et en mètres cubes, par rotation, en précisant la catégorie de déchets, et la filière de traitement ;
- renseignement des postes suivants, en application des prix listés dans le BPU :
 - montant pour la mise à disposition de l'équipement ;
 - montant pour le transport des déchets ;
 - montant pour le traitement des déchets ;
 - montant total hors taxes ;
 - montant de la TVA ;
 - montant de la TGAP, le cas échéant ;
 - montant total TTC ;
- date à laquelle doit intervenir le règlement.

8.2 Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

8.3 Comptable assignataire chargé du paiement

Le comptable assignataire chargé du paiement des sommes dues au titre des prestations exécutées en vertu du présent marché est le Trésorier du Sénat, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris.

8.4 Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies, en ce qui concerne les seules prestations rémunérées à prix global et forfaitaire.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE

9.1 Désignation des sous-traitants

9.1.1 Généralités

En application de l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues au marché, doit préalablement demander à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC4, dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, *etc.*), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

9.1.2 Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché

Après la notification du marché, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses marches-apj@senat.fr et compta-apj@senat.fr, au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 *bis* boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-6 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

9.2 Modalités de paiement direct

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 - OBLIGATION DE DISCRÉTION ET DE CONFIDENTIALITÉ PROFESSIONNELLES

Les membres du personnel du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation s'applique tant au cours de la durée d'exécution du marché que postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Jardin du Luxembourg ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITÉ - ASSURANCES

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance responsabilité civile couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol. Il devra justifier de cette souscription, au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché et en tout état de cause avant le début d'exécution des prestations, puis à la demande du Sénat.

En cas de dommage causé aux biens du Sénat, le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins peut décider si cette responsabilité s'exprime par réparation matérielle ou par dédommagement financier.

Les végétaux du Jardin du Luxembourg présentent une valeur très importante, soit en raison de leur situation (plantation d'alignement, quinconce, etc.), soit en raison de leur âge.

En cas de dommage causé aux arbres du Jardin, le barème de réparation présenté en annexe III sera appliqué.

S'agissant de zones de prestations incluant des arbres de valeur ou dont l'accès nécessite le passage à proximité de tels arbres, le titulaire souscrira une assurance spécifique pour garantir les dommages qui pourraient être causés aux végétaux en cas d'utilisation de véhicule motorisé.

ARTICLE 12 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Il est précisé à l'entrepreneur que la langue parlée lors des interventions sera exclusivement le français. Il devra donc s'assurer de la présence constante d'au moins un responsable pratiquant couramment cette langue et de la capacité de celui-ci à bien diffuser et à faire respecter à tout moment auprès de ses collaborateurs, sous-traitants et prestataires les consignes et demandes de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

De même, toutes les pièces écrites et tous les documents remis par le titulaire devront être rédigés en français, ou accompagnés d'une traduction.

ARTICLE 13 - PÉNALITÉS POUR INFRACTIONS DIVERSES

13.1 Pénalités

Le présent article apporte des dérogations à l'article 14 du CCAG-FCS.

En aucun cas le prestataire ne pourra, pour justifier ses retards ou ses manquements, invoquer le manque de renseignements ou d'instruction, l'obligation de les provoquer suffisamment à l'avance lui incombant.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Leur recouvrement est effectué sur le montant hors taxes du décompte correspondant.

Les pénalités sont encourues du simple fait de leur constatation par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ou son représentant, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération du paiement de pénalité n'est consentie en-deçà d'un certain seuil. Les pénalités sont dues dès le premier euro.

En outre, par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont plafonnées à 30% du montant de chaque facture mensuelle.

Les pénalités particulières suivantes (montants maximums en euros, par infraction et/ou par jour calendaire de retard) sont applicables, dans le cas où les prescriptions du présent marché ne seraient pas observées :

Non-respect de la date d'intervention, par jour de retard, pour toute demande d'intervention.....	200 €
Non-respect des horaires demandés, par infraction	50 €
Retard dans la réalisation des visites mensuelles de maintenance préventive,	50 €
Non-respect du délai maximal d'intervention en cas de maintenance curative	200 €
Non-respect du délai maximal pour remplacement du matériel défectueux ...	500 €
Retard dans la réalisation d'une visite de contrôle réglementaires.....	500 €
Prestations réalisées par un sous-traitant non déclaré.....	1 500 €
Manquement à l'obligation de discrétion professionnelle.....	500 €
Manquement à la sécurité des personnes (travaux dangereux pour les usagers du Jardin, les compagnons et/ou les biens, non-conformes à la réglementation du travail ou au plan de prévention, manquement aux règles de circulation des véhicules et des personnels, etc.)	1 500 €
Retard dans la remise d'un document administratif (facture détaillée, dossier de sous-traitance, etc.)	80 €
Tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire : ...	300 €

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « *Tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire* » n'est pas libératoire.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

En cas de dégâts causés aux arbres du Jardin du Luxembourg, il sera fait application des dispositions de l'article 11.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié par le Sénat dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché du fait du pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le prestataire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, à aucune indemnité.

ARTICLE 15 - CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent accord-cadre reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 16 - ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Tout litige concernant le présent marché sera de la compétence du tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 Paris.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG - FCS

Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
1.4 (durée du marché)	3.1.2 et 13.1 (délai d'exécution)
2.1 (pièces constitutives du marché)	4.1 (ordre de priorité)
2.2 (pièces à remettre au titulaire)	4.2 (pièces à remettre au titulaire)
4.1.4 (entretien du matériel)	3.2.1 (délai d'exécution des prestations)
4.1.9, 4.2.8 (accès au Jardin du Luxembourg) 6.3 (accès et circulation du personnel)	5.3 (mesures de sécurité)
13 (pénalités)	14 (pénalités)
14 (résiliation)	38, deuxième alinéa 42, premier alinéa (résiliation pour motif d'intérêt général)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Liste des annexes

N° annexe	Titre
I	Règlement du Jardin du Luxembourg
II	Horaires d'ouverture et de fermeture du Jardin du Luxembourg
III	Barème d'indemnisation en cas de dégâts causés aux arbres du Jardin du Luxembourg
IV	Résultats détaillés des 8 caractérisations réalisées durant la phase de test du dispositif
V	Trame opérations de caractérisation
VI	Itinéraires d'accès et emplacements des matériels de stockage
VII	Plan des charges admissibles dans le Jardin du Luxembourg
VIII	Plan du dépôt dit « de l'infirmierie » en format DWG